

Valdahon, le **28 SEP. 2022**

Affaire suivie par : Jean-Louis CHAUVIN

Ligne directe : 09.71.16.60.20

Référence : JLC/JT

Autorité de régulation des communications
électroniques, des postes et de la distribution
de la presse (ARCEP)
14 rue Gerty Archimède
75012 PARIS

A l'attention de M. COROLLEUR

Objet : réponse à la consultation publique concernant les « ACCÈS FIXE À HAUT ET TRÈS HAUT DÉBIT : bilan du cycle en cours et les perspectives pour le prochain cycle d'analyse des marchés »

Présentation synthétique du Syndicat mixte Doubs Très Haut Débit

Le Syndicat mixte Doubs Très Haut Débit est la structure porteuse du réseau d'initiative publique du Doubs, dont les membres sont le Département et 17 intercommunalités du Doubs. Depuis sa création en 2013, il agit dans le cadre du Plan France très Haut Débit, décliné localement dans le Schéma Directeur Départemental d'Aménagement numérique (SDDAN) valant SDTAN.

L'objectif principal est d'équiper en fibre optique tous les foyers et entreprises de la zone d'initiative publique du Doubs d'ici début 2023, soit plus de 130 000 lignes à créer, 6000 kilomètres de câbles et 220 M€ d'investissements.

Le réseau est construit par le Syndicat mixte Doubs Très Haut Débit en maîtrise d'ouvrage publique directe via des marchés des travaux.

Le réseau DIOPTIC est exploité en affermage depuis septembre 2021 par une filiale d'Altitude Infra. Fin septembre 2022, il compte d'ores et déjà 108 500 lignes éligibles et 50 000 clients.

*En termes de « vie du réseau », malgré l'affermage, **le Syndicat a conservé la maîtrise de toutes les « extensions » et « densifications », ce qui signifie qu'il partage avec son délégataire certaines responsabilités de l'« opérateur d'infrastructure », notamment celles relatives à la complétude du déploiement.***

Préambule

En préambule, le Syndicat précise s'inscrire en complète complémentarité avec la contribution de l'AVICCA, dont il est membre actif.

D'autre part, le Syndicat souhaite souligner son étonnement que des problématiques identifiées depuis parfois une décennie ne soient toujours pas aplanies. Elles ne relèvent souvent pas uniquement de l'ARCEP. En revanche, par leur impact sur la capacité des réseaux FTTH à rendre éligibles tous les locaux adressables et à assurer durablement leurs bonnes performances dans des conditions technico-financières comparables à celles qui ont prévalu pour le cuivre, elles conditionnent directement l'extinction sereine à une échelle industrielle du réseau cuivre qui devient l'horizon du secteur par-delà de la fin du déploiement des réseaux FTTH.

Le Syndicat insiste donc pour que l'ARCEP, en lien avec l'Etat et l'écosystème, s'attaque sérieusement à lever les points de blocage ou d'incertitude suivants :

- *L'organisation des raccordements, principalement en mode STOC :*

Le Syndicat considère que la situation n'a pas significativement évolué depuis sa contribution à la consultation publique sur les raccordements en 2021, malgré les engagements solennels des acteurs et le techno-solutionnisme sur smartphone ou par intelligence artificielle. Comme sur d'autres aspects, l'écosystème se satisfait d'approximation et de médiocrité, à l'image des CRI (comptes-rendus d'intervention) : comme si 7-8 photos hors contexte pouvaient constituer un rapport d'intervention sérieux permettant à l'OI d'avoir une vision précise de tout un câblage de plusieurs dizaines de mètres entre le PBO et la PTO constituant désormais son patrimoine (et dans le cas des RIP en DSP : un bien de retour).

D'autre part, la responsabilité des instances nationales est écrasante dans l'« uberisation » de toute une profession, avec l'instauration de conditions technico-économiques scandaleuses sur cette prestation « raccordement », aux dépens de l'environnement de travail et de la sécurité des intervenants, à l'exemple du travail en hauteur sur échelle – les bordereaux de prix des sous-traitants de sous-traitant de sous-traitant (OI > OCEN > Plateforme de rang 1 > minimum rang 2) ne permettant mathématiquement pas de mobiliser des binômes sur nacelle.

- *La maintenance des réseaux en mode STOC :*

Encore plus que les raccordements en mode STOC, la maintenance en mode STOC est délétère sur le long terme. En l'absence de vision globale sur les interventions portées à son réseau, l'OI n'est pas en capacité de superviser correctement les installations et d'apporter les solutions correctives adaptées.

De plus cette répartition de la maintenance entre réseau de desserte pour l'OI et CCF pour l'OCEN est complètement incompréhensible pour les usagers et les élus, et irrationnelle au niveau opérationnel puisque les pannes se soldent bien souvent par des doubles interventions (l'OC constatant que c'est à l'OI d'intervenir, ou inversement) avec les délais de rétablissement en conséquence, sans parler des problèmes d'interface OI/OC dans les flux interopérateurs.

De plus, le Syndicat appelle l'attention du Régulateur sur le caractère inopérant de statistiques de qualité de service fournis par les OI fibre alors même que la disponibilité

des services sur les ONT et sur le segment PBO-PTO lui échappent en quasi-totalité (excepté les quelques % de liens activés lorsqu'il en existe).

- *Raccordements à la demande :*

L'existence de cette catégorie « trou noir » censée être éligible mais factuellement non, est emblématique de cette façon de repousser dans le temps la résolution des problèmes et de ne pas anticiper des contraintes prévisibles.

Soit une habitation est éligible avec un PBO à distance raisonnable, soit elle ne l'est pas et l'OI doit l'assumer devant le client final (qui est l'administré en zone RIP), à rapporter également aux engagements L33-13 des OI.

D'autre part, comme tous les raccordements un peu complexes, il faut que l'opération soit exclusivement du ressort de l'OI, en mode OI, sans intervention impérative d'un OC.

- *Raccordements longs, « complexes », coûteux :*

La proportion des raccordements dits « complexes » va exploser avec le moment où la bascule des derniers abonnés depuis le cuivre vers la fibre va devenir impérative. Et ce moment commence dès à présent dans les réseaux les plus matures et avec le plan de fermeture du cuivre. Or l'écosystème n'est pas absolument pas en ordre de bataille pour les gérer à l'échelle industrielle.

Il y a deux soucis :

- l'un opérationnel : les raccordements complexes ne sont pas gérables en mode STOC. Il « suffit » donc ré-introduire un peu de bon sens avec une part de mode OI obligatoire, même pour les OCEN. Les OI vont devoir ajuster des ressources pour ces dizaines de milliers de micro-chantiers ;
- l'autre, beaucoup plus épineux, est financier sur plusieurs plans (voir ci-après).

- *Droit au raccordement à la fibre / service universel / financement :*

Le plan France THD a été calibré pour financer l'éligibilité effective de peut-être 95 % (en zone d'initiative privée) à 98-99 % (en zone RIP) des locaux. Pour éteindre le réseau cuivre, le seul objectif valable ne peut être que le raccordement d'au moins tous les bâtiments raccordés au cuivre, sauf cas très particuliers.

Ces « derniers » raccordements coûtent évidemment beaucoup plus chers que les 350 € déboursés en moyenne par les OI. Les plans d'affaire des OI ne permettent pas aujourd'hui d'y faire face. Il y a vraisemblablement un mix à faire entre l'effort des OI, une contribution des OC, celle des particuliers et des mécanismes de péréquation nationale.

En tous cas, la complétude FTTH, et avec elle l'extinction du cuivre, ne pourra pas faire l'impasse sur la répartition claire de cet effort financier. D'où la nécessité de s'y atteler désormais.

N.B. : le dispositif « raccordements complexes » du FSN n'est pas du tout en adéquation avec ces enjeux, tant sur le plan du volume financier que sur l'étroitesse des cas éligibles.

- *Coût de maintenance / péréquation / résilience :*

Le Plan France THD, en saucissonnant les territoires en plaques infra-départementales, a interdit la péréquation « naturelle » réalisée auparavant à l'échelle nationale par Orange. Compte-tenu de la variété des typologies de ces plaques et des coûts de maintenance associés, alors que les recettes à la ligne sont – à raison – maintenues homogènes nationalement par la régulation, il convient désormais de mettre en place d'autres mécanismes de péréquation nationale, tels que ceux utilisés pour les réseaux électriques.

- *Cofinancement, réinvestissement et pérennité des plans d'affaires des RIP :*

Les collectivités n'ont pas de vision claire de l'économie de long terme de leurs réseaux d'initiative publique en raison du mécanisme de co-financement calé sur 40 ans (droits d'usage de 20 ans renouvelables à 1 €) versus le rythme des délégations de service public (5 à 15 ans en affermage, 15 à 30 ans en concession).

Concrètement, l'actuel délégataire encaisse les droits de cofinancements initiaux, et celui qui prendra le relai dans les années 2030 devra se contenter pour l'essentiel des récurrents de maintenance manifestement trop bas dans l'état actuel des lignes tarifaires de l'ARCEP.

Par ailleurs le mécanisme de participation des co-financeurs dans les réinvestissements de l'OI est aujourd'hui parfaitement virtuel et foncièrement inquiétant.

Comme d'autres problématiques prévisibles, le Syndicat souhaiterait que l'ARCEP s'attelle dès à présent à tirer les conséquences du cadre qu'elle a elle-même instauré (ou esquissé dans le cas présent).

- *Génie civil d'Orange (hors adduction individuelle)*

Aujourd'hui, la qualité de service sur la fibre dépend de l'état des infrastructures support du cuivre. En particulier, dans un département comme le Doubs, le réseau fibre est aérien à 55 % et passe par des dizaines de milliers de poteaux en triste état. Dissocier l'entretien des infrastructures cuivre de celles de la fibre est une erreur. Et avoir des perspectives claires sur la gestion de long terme de ce patrimoine Orange est – contrairement aux propos de M. GUERIN lors de la conférence des Territoires Connectés du 21/09 – une urgence flagrante, non pas pour le cuivre, mais pour la fibre. Par ailleurs, certaines dispositions du GC BLO contrarient les possibilités de s'appuyer sur du GC Orange pour assurer la desserte locale et les adductions individuelles (délais / mise œuvre inadaptée pour des dossiers unitaires).

- *Adduction individuelle au droit du terrain :*

Orange décline désormais très souvent la propriété des gaines d'adduction individuelles sur domaine public, notamment quand elles ne figurent pas dans le PIT (détournés à cette occasion de son usage premier) entre la dernière chambre télécom sur domaine public et la parcelle privée, estimant qu'elles relèvent des particuliers, bien qu'Orange les ait posé elle-même et les utilisé de façon exclusive sur les dernières décennies. Et refuse donc de les réparer le cas échéant.

Cela pose diverses problèmes juridiques (occupation du domaine public sans droit ni titre), fiscaux (redevances), opérationnels (les particuliers sont bien en peine d'intervenir sur le domaine public et sur des installations Orange qu'ils ne connaissent pas), financiers, etc.

Le Législateur et/ou le Régulateur doit clarifier le statut de ces gaines, leur détenteur et les obligations afférentes. En gardant à l'esprit que, de la capacité à intervenir effectivement sur des gaines détériorées pour y passer la fibre, dépendra ensuite l'éligibilité de centaines de milliers de foyers. Et donc la possibilité d'éteindre le cuivre.

- *Droit des télécoms, de l'urbanisme et de la construction, en lien avec la fin du service universel cuivre*

Fin 2021, les OI fibre ont brutalement été mis devant l'obligation de gérer les questions de GC individuel pour raccorder les constructions neuves, ce qui était réalisé auparavant par Orange cuivre, dans un cadre péréqué nationalement, et partiellement pris en charge par le service universel.

Or, en dehors du problème financier vu plus haut, le cadre législatif recoupant plusieurs codes, reste assez ambigu sur les obligations des pétitionnaires et de l'OI dans le « droit du terrain », et gagnerait à être toiletté pour que les OI, notamment dans le cas des RIP, puissent intervenir de façon similaire aux réseaux électriques, avec une participation financière des intéressés. Par exemple, aujourd'hui, ni les collectivités ni les délégataires de RIP ne sont théoriquement en possibilité d'imposer la réalisation des travaux par leurs soins pour le compte des particulier et de facturer une participation forfaitaire aux pétitionnaires.

Fait à Valdahon, le **28 SEP. 2022**

Le Président du Syndicat Mixte
Doubs Très Haut Débit,

Denis LEROUX



REPONSES AU QUESTIONNAIRE

Question I.1

D'une façon générale, le taux de commercialisation sur une nouvelle plaque FTTH atteint en quelques mois entre 40% et 60 % (selon, notamment la qualité du cuivre), et évolue assez lentement ensuite. L'intensité concurrentielle très forte observée sur le marché de détail entre les 4 OCEN, l'absence quasi-généralisée de facturation de frais d'installation aux abonnés, les anticipations d'informations en direction de leur parc clients ADSL contribuent à cet afflux d'abonnements fibre en quelques mois.

Restent des abonnés qui seront difficiles à faire basculer, soit qu'ils aient rencontré des difficultés non-résolues lors du raccordement, soit qu'ils en aient été dissuadés par le ouï-dire très prégnant dans les campagnes (difficultés lors d'installation, coupures intempestives jamais observées en DSL), soit qu'ils ne ressentent pas le besoin ; c'est notamment le cas des personnes âgées ne disposant pas d'accès internet fixe, mais uniquement d'un service voix par RTC.

L'atteinte d'une pénétration commerciale supérieure à 60 % sur la fibre demandera des efforts conséquents et personnalisés des acteurs dans le contexte de la fin du cuivre.

Considérant que les raccordements représentent un des enjeux majeurs des déploiements, c'est leur qualité qui permet d'assurer le succès de la commercialisation. Le chaos du mode STOC n'est pas étranger à certaines réticences à la migration du parc résidentiel et même sans doute également du parc professionnel (voir réponse à I.2).

Nous considérons que le meilleur moteur de la migration des accès passe par une réforme structurelle de l'organisation des productions de liens, et *a minima* des SAV clients en confiant toutes les interventions physiques SAV sur l'ensemble du segment PM-PTO de la boucle locale au seul OI de zone (l'OCEN devant se limiter à une vérification de l'alimentation électrique et optique de son ONT).

En milieu rural, à l'échelle de secteurs où la concurrence du marché de détail était faible voire inexistante (exemple, zone arrière de petits NRA-ZO), l'opérateur historique bénéficie d'une situation d'avantage concurrentiel qui se traduit de manière éclatante dans les parts de marché.

Question I.2

Le Syndicat note la difficulté à obtenir une vision objective du marché entreprise compte tenu du recours par les TPE / PME à des accès GP – donc invisibles pour l'OI (souscription d'un accès de type généraliste FTTH) – souvent improprement marketés « pro » par les OCEN.

A ce propos, le Syndicat dénonce cette appellation « box pro » qui n'apporte strictement aucune garantie de service et de rétablissement en dehors de back-up en mode dégradé appuyé sur d'autres technologies, le plus souvent constitués de galets mobiles 3G/4G. Le Syndicat est régulièrement confronté à des entreprises coupées depuis plusieurs jours/semaines qui découvrent à cette occasion que leur FAI, en mode « best effort », ne priorisent en aucune façon leur panne malgré leur abonnement labelisé « pro ».

Les petites communes rurales recourent également spontanément à ces accès généralistes (1 site = 1 accès fibre) sans mesurer *a priori* les risques quant à la continuité des services délivrés

et les conséquences en termes de liaisons avec les finances publiques HELIOS, contrôle de légalité ACTES, urbanisme, gestion de la relation citoyenne....

En revanche, sur les offres à qualité de service renforcée et à haute qualité dans le cadre de son réseau RIP activé – cadre que l'on peut considérer comme vertueux en la matière – le Syndicat reste agréablement surpris de la vitalité et de la résistance des opérateurs alternatifs (dont un vivier d'opérateur régionaux qui ont « grandi » avec le réseau). Ces opérateurs très locaux, disposant de supports commerciaux et techniques en région, détiennent mois après mois et de façon atypique, plus de la moitié des parts de ce segment de marché. Le niveau de satisfaction des entreprises / collectivités ayant souscrit ce type d'offres est très élevé, l'installation en mode OI est sécurisée de bout en bout. Ce dynamisme du marché local contribue souvent à une amélioration / optimisation de la sécurité et l'évolutivité des environnements numériques.

Ainsi que justement mentionné au II.7.1.1., les acteurs de taille modeste sont dans l'impossibilité d'accéder aux offres de gros passives (barrières tarifaires) et se voient privés d'un vaste marché, y compris sur des RIP qui ne prévoient pas d'offres activées à la ligne. Cette situation introduit un biais de concurrence et contribue à la perpétuation d'un marché aux mains d'acteurs nationaux.

Le Syndicat souligne que le retard français à l'échelle européenne en matière de transition numérique de l'économie, constitué à 92 % d'entreprises de moins de 9 salariés, justement à nouveau pointé par l'ARCEP, n'est pas que quantitatif, il est également qualitatif et expose les forces vives du pays à un accroissement de cyber attaques.

Sans une politique publique d'informations neutres, organisée en étroite concertation avec les fédérations professionnelles par branche (artisanales prioritairement), une amélioration de la situation ne peut être escomptée. En témoigne la très faible répercussion observée par l'ARCEP de la concurrence des offres de gros sur BLOM avec QoS, désormais très largement effective, sur la concurrence au niveau du marché de détail sous-jacent (II.7.1.1).

Au surplus, la déplorable image consécutive à l'ubérisation du secteur des raccordements et SAV fibre n'est pas étrangère à la crainte de basculer de solutions d'accès fixes cuivre vers des solutions d'accès fibre.

Enfin, bâtir un marché d'accès fibre à qualité de service renforcée sur les réseaux FttH pour répondre aux enjeux du parc encore prédominant des accès de type SDSL est une vue de l'esprit tant que l'ARCEP n'aura pas mis un terme au lamentable foisonnement d'intervenants isolés, incontrôlables, mal rémunérés et mal formés sur la boucle locale optique mutualisée.

Le Syndicat appelle également de ses vœux une analyse comparative différenciée par type de zone et par OI RIP en matière de concurrence sur le marché de détail entreprises. L'existence d'un RIP activé exploité par un OI non verticalement intégré est favorable à une meilleure intensité concurrentielle et à l'innovation. L'absence d'offres activées accessibles est une barrière à l'entrée de nouveaux acteurs sur ce marché et à la captation de la valeur très importante de ce marché par un oligopole d'acteurs nationaux surpuissants, voire à un monopole (cf. le recul de l'opérateur SFR ces dernières années). Il est regrettable de voir reconstituer une situation de monopole sur la fibre alors qu'il y a pluralité d'offreurs fibre partout contrairement au marché cuivre où il restera 4% de lignes des zones jamais dégroupées (cf. point II.5 page 21 de la présente consultation publique). La prépondérance d'Orange en tant qu'exploitant de l'ordre de 55 à 60% des locaux rendus raccordables à la fibre sur l'ensemble du territoire national est un paramètre influant très significativement le marché de gros comme le marché de détail. La régulation doit tenir compte de cet état de fait. L'atonie du marché de

gros activé, soulignée au II.6.2.1 (moins de 1% du total des liens de gros achetés fin 2021) est corrélatif à ce constat.

La tableau 4 figurant au II.6.2.2. (taux de mutualisation par zone) gagnerait à être décliné ou présenté selon l'OI référent de ladite zone.

Question II.1

Le 21 septembre 2022, lors de la conférence des Territoires Connectés, M. GUERIN, Secrétaire général du groupe ORANGE, a publiquement indiqué à tort que la discussion autour de l'entretien et des perspectives de devenir du génie civil cuivre d'Orange n'était pas une urgence et regardait avant tout son propriétaire.

Il y a une erreur commune à considérer que l'état des infrastructures cuivre est uniquement un problème du cuivre. Or, les infrastructures du cuivre (des dizaines de millions de poteaux, des centaines de milliers de kilomètres de fourreaux) hébergent très largement les réseaux fibres qui ont été déployés, à la demande rationnelle de l'ARCEP et de l'Etat, sur les infrastructures télécom existantes.

Aussi, en l'état, le Syndicat souligne à nouveau que la qualité de service du cuivre conditionne anormalement celle de la fibre (difficultés de réparation des poteaux, accessibilité compliquée au génie civil télécom d'Orange, notamment aérien suite au manque d'élagage depuis des années, etc...). Cette situation conduit à des incompréhensions de la part des élus locaux, et pire, les interventions de maintenance très tardives réalisées par Orange en méconnaissance totale de l'opérateur d'infrastructure fibre, sont génératrices de dégradations supplémentaires (plusieurs cas observés en 2022 dans le Doubs).

Et, que cette question est donc l'une des composantes indissociables des problématiques actuelles de la fibre, de nature à empêcher l'extinction rapide du réseau cuivre.

De façon générale, les délais de traitement des cas particuliers par Orange (remplacement d'ouvrages souterrains lorsqu'il n'est pas possible de faire autrement) sont jugés beaucoup trop longs.

Concernant l'accès aux ouvrages gérés par ENEDIS, au-delà des aspects réglementaires et conventionnels qui sont moins structurants qu'on ne peut le penser en termes opérationnels, le problème est surtout que l'opérateur du réseau de distribution électrique n'a pas les ressources calibrées avec le chantier en cours et ne peut traiter ces opérations avec le niveau de priorité souhaité et cohérent avec l'attente sociale. Dans le Doubs, il faut aujourd'hui près d'une année entre une commande de changement de poteau et la mise à disposition de ce poteau. En septembre 2022, cela concerne 188 poteaux concernant l'éligibilité fibre optique de locaux dans 32 communes.

Question II.3

La latence sur cette question des « raccordables à la demande », est un scandale sémantique et statistique, puisque ces lignes ne sont factuellement pas raccordables en l'absence d'offre adaptée dans le catalogue des OI et de mécanisme pour dépasser l'impossibilité d'obtenir une prise en considération par les OC.

La décision de raccordement ne doit pas dépendre d'une commande d'un OC vers un OI, mais d'une démarche du demandeur directement auprès de l'OI, avec un processus adapté, à la suite

de quoi l'OI doit le rendre éligible dans un délai à déterminer – hors cas extrêmes pas si nombreux (voir à la question B.2.1) – avec au besoin un financement dans le cadre d'un service universel de la fibre que nous appelons à nouveau de nos vœux.

Question III.1

La perspective du « zéro cuivre » pour la connectivité fixe dans quelques années n'a rien d'anodin et constitue évidemment l'enjeu central du prochain cycle d'analyse de marché.

Cela implique 100 % de disponibilité de fibre optique partout et 100 % de répliquabilité des offres d'accès cuivre.

Les réseaux optiques doivent être en capacité de :

- prendre le relais du réseau cuivre
- fournir la disponibilité pour tous les usages
- assurer la qualité de service pour les entreprises et les consommateurs privés

Au vu du II.5.5, le Syndicat note avec intérêt que la fermeture commerciale du cuivre « à l'adresse » concerne déjà 18 millions de locaux : une communication vers les OI et les collectivités de l'information transmise tous les 4 mois par Orange à l'ARCEP est-elle prévue ?

Le Syndicat soutient tout particulièrement les observations de l'AVICCA sur la restriction du champ du mode STOC appliqué aux raccordements (mode OI pour le « churn », les raccordements longs ou complexes ou à la demande) et plus encore **à la maintenance jusqu'à la PTO.**

En admettant que le rythme des raccordements ralentissent fortement une fois le réseau significativement « rempli », il est absolument nécessaire que l'OI reprenne la main sur son réseau pour toutes les opérations de maintenance afin de centraliser la supervision du réseau, de rectifier ce qui doit l'être (cohérence SI notamment) et d'optimiser les ressources d'intervention préventives et curatives. Il n'y a aucune rationalité ni pertinence à ce que l'OC envoie un prétendu technicien faire un premier diagnostic sans pouvoir intervenir sur un réseau de desserte ou inversement quand le mainteneur OI constate un problème sur le segment PBO – PTO.

On peut objecter que le mode STOC est censé être dérogatoire, mais dans ce cas il faut s'interroger sur l'écrasant déséquilibre des relations OI - OC en faveur de ces derniers, aujourd'hui traduites dans les contrats léonins que sont les contrats STOC.

Le Syndicat souscrit également à la remarque sur le rôle vital qu'ont eu les OCEL dans l'histoire de son réseau et de leur existence salutaire en alternative aux OCEN.

La pérennité des réseaux dont les collectivités sont propriétaires devrait être identifiée comme un enjeu à part entière par le Régulateur. La défiance des citoyens à l'égard des décideurs publics est déjà suffisamment élevée pour épargner des récriminations injustes occasionnées par des acteurs privés tiers usagers d'infrastructures publiques financées par l'impôt.

Au-delà du maintien en état normal de fonctionnement d'infrastructures et de la garantie de la pérennité sur une durée d'au moins 50 ans, le Syndicat appelle la plus haute attention du régulateur sur la nécessaire maîtrise de la propriété et de la gestion du génie civil télécom par les RIP (cf. *supra*). Les premières réflexions portant sur une gestion nationale de ce génie civil, dans le cadre d'un GIP ou d'un GIE, ne régleront en rien les problématiques d'inertie et

d'incohérences observées actuellement. La gestion patrimoniale complète de ces réseaux par les collectivités est essentielle.

Le Syndicat alerte également sur la nécessaire évolution de la norme GPON aux normes XGPON, avec une sensibilité beaucoup plus marquée de défauts de type micro-courbures, et autres défauts insensibles aujourd'hui (recettes optiques réalisées aux longueurs d'onde de 1310 / 1550 nm), sur les budgets optiques à des longueurs d'onde plus élevées (qualification des réseaux à 1625 / 1650 nm).

Enfin, la viabilité économique de moyen / long terme des RIP dans la durée est un sujet de préoccupation majeur ; là aussi, l'absence de prise en compte des spécificités de zones rurales plus coûteuses à équiper, mais aussi plus coûteuses à entretenir. Sans levier fiscal, les collectivités sont dépendantes de l'encadrement tarifaire fixé par l'Autorité de régulation et leur répercussion sur les redevances de mise à disposition à leur délégataire.

Question III.2

Le marché fixe de la gamme professionnelle a été largement abordé précédemment.

Le Syndicat réaffirme la nécessité d'une concurrence libre et non faussée sur ces segments entreprises.

Autant, sur les particuliers, la concentration sur quelques acteurs peut se comprendre, autant sur les entreprises, elle n'a pas d'intérêt et est même contreproductive. Les entreprises, quelles que soient leur taille, ont besoin de services sur-mesure, de conseils personnalisés, aux échelles très variables qui sont les leur. Face à la variété de ces besoins qui vont bien au-delà de l'aspect télécommunications, mais emporte toutes les problématiques de digitalisation des activités, il faut maintenir une radicale variété d'acteurs, grands ou petits, plus ou moins centrés le service purement télécom – l'espace économique des plus petits devant être donc préservés dans l'intérêt de notre économie nationale.

D'autre part, la qualité de service sur les réseaux fibres est globalement menacée par les errements du mode STOC et s'avère souvent incompatible dans un usage de base avec les activités économiques. Les grands acteurs sont d'ailleurs tout à fait conscients des méfaits du recours à de la sous-traitance en cascade sur les boucles locales optiques et multiplient les messages commerciaux promettant la continuité des services de connectivité à partir de technologies mobiles utilisées en fixe.

Question A.1.1.

Comme indiqué en préambule, la situation n'a pas significativement évolué depuis début 2021 et les constats documentés faits à l'époque par le Syndicat dans la consultation sur les raccordements. Sur certains aspects, elle a même empiré (cf. rémunération des sous-traitants).

Malgré les contrats STOC v2, le mode STOC reste largement hors contrôle dans les conditions léonines de sous-traitance chapeautée par les OCEN que les OI ont été contraint d'accepter et l'OI reste largement spectateur borgne de ce qu'il se passe sur le réseau qu'il a en charge d'exploiter et de préserver, alors qu'il devrait pouvoir le superviser de bout en bout (jusqu'à la PTO). Dans l'état actuel, on en reste à une sorte de « cogestion » à 5 (OI + 4 OCEN) où les partenaires s'en disent mutuellement le moins possible sur leurs actions respectives en plaçant au-dessus de toute autre priorité la tentative de mise en service de l'ONT (box), quoiqu'il

en coûte aux infrastructures. Chacun pour soi et un réseau dysfonctionnel pour tous, tel pourrait être la nouvelle devise du réseau FTTH en mode STOC.

En attendant une V2 bis ou V3 des contrats STOC avec un seul élément vraiment nouveau, selon les annonces de septembre, qui serait la transmission des plannings d'intervention, jugée très positivement mais bien tardive pour un réseau déjà rempli à près de 50 %.

A défaut de revenir sur les primo-raccordements en mode STOC, il est impératif et vital que l'OI récupère la main sur l'intégralité des interventions de maintenance jusqu'à la PTO (lesquelles, curieusement, ne font l'objet d'aucun CRI...).

A l'échelle du RIP du Doubs représentant 108 500 lignes fibre en service en septembre 2022 et près de 50 000 accès fibre, en dépit d'un très haut niveau de qualité de construction avec des procédures rigoureuses lors des opérations de réception (recettes à 100% des composants et des lignes à la mise en service), nous sommes quotidiennement soumis à des problèmes de raccordement et de coupures d'habitants / entreprises. L'absence totale de traçabilité des installations abonnés et des SAV est totalement inconcevable pour les élus comme les populations ou les acteurs économiques.

Question A.1.2.

Aujourd'hui les aléas externes auxquels sont soumis les réseaux déployés par le Syndicat dépendent essentiellement d'infrastructures appartenant à des opérateurs tiers, et notamment Orange et Enedis. Les programmes de maintenance curative et préventive de ces deux opérateurs devraient donc être plus largement concertés et coordonnés localement avec les OI fibre.

Au titre de la sécurisation de son réseau face à des aléas climatiques, mais surtout pour se rendre indépendants d'une maintenance illisible et très lente des supports aériens historiques par Orange, le Syndicat prévoit un programme d'enfouissement des segments aériens les plus exposés et stratégiques dès 2023. A terme, l'objectif est que toutes les artères desservant plus de quelques dizaines d'habitation et/ou sites professionnels soient enfouies. Cette capacité à faire dépendra cependant étroitement de l'économie générale des RIP et/ou d'éventuels mécanismes de péréquation.

Enfin, le Syndicat note qu'en cas d'aléa météorologique massif qui affecterait une large zone sur des infrastructures aériennes (ex : une tempête), la difficulté à coordonner les interventions du gestionnaire des supports, celle de la maintenance de l'OI et celles des mainteneurs STOC pour le câblage client, promet des semaines difficiles pour les usagers.

Il n'est même pas acquis que les autorités préfectorales identifient correctement les différents acteurs en charge des rétablissements des accès télécoms fixes sur les territoires ruraux et fassent, par réflexe, appel à un opérateur Orange qui est de moins en moins un opérateur d'infrastructures aptes à déployer des ressources dans des zones isolées ou peu denses.

Question A.2.1.

Le Syndicat ne peut faire valoir deux expériences en la matière :

- 1) le passage de relai entre 2 délégataires en septembre 2021 entre une DSP en régie intéressée (2014-2021) et une autre en affermage (2021-2035).

En amont, lors de la procédure d'attribution de DSP, le Syndicat a veillé à ce que les données d'entrée du réseau soient transparentes pour tous les candidats. Aucune récrimination n'a été enregistrée sur ce point par les candidats évincés.

Cependant, au terme de la procédure, l'opérateur retenu s'est avéré le même que pour la Régie intéressée, à savoir Altitude Infra, qui, de plus n'est pas un opérateur verticalement intégré. S'il n'y a aucune continuité juridique entre les 2 DSP (par exemple, les contrats OI – Usagers ont été à nouveau établis pour la nouvelle DSP), cela a limité les difficultés de migrations techniques, même si une semaine a malgré tout été nécessaire pour la ré-implémentation informatique de l'ensemble des objets du réseau sous les couleurs d'une nouvelle société délégante.

Au final, il convient de noter la transition sans heurts du point de vue SI, et une quasi-transparence pour les OC. Les processus appliqués par Altitude se sont révélés adaptés et ont permis de minimiser les désagréments pour les Usagers. Le Syndicat estime que ces processus auraient pu être appliqués dans de bonnes conditions avec d'autres opérateurs d'infrastructures.

- 2) La fin d'un RIP de 1^{ère} génération, dont les infrastructures ont été vendues immédiatement, mais avec continuité de service.

Le délégataire dépendait pour l'exploitation d'un opérateur verticalement intégré. Les difficultés pour le repreneur ont porté sur la reprise des contrats usagers et clients finals (mais cela a finalement été bien géré, facilité par le faible nombre de clients) et surtout sur l'intrication des équipements de l'opérateur avec ceux de la DSP.

Concrètement, le repreneur n'a pas eu d'autres choix que conclure un contrat d'exploitation avec l'opérateur pour la partie dégroupage DSL et de réinstaller ses propres équipements de cœur de réseau dans les POP.

Par ailleurs, le repreneur a dû reconstruire intégralement un système d'information digne de ce nom après audit systématique (les routes optiques étant gérées jusque-là avec des tableaux excel). Cela renvoie aux standards d'échange en matière de SI.

Question A.3.1.

Le Syndicat note la difficulté à obtenir, dans certains cas, des informations financières basiques dans les DSP. Ces obligations comptables sont de nature à rehausser les standards de transmission aux Délégants et de permettre des croisements avec les plans d'affaires contractuels.

Question B.2.1.

Ci-dessous l'appréciation du Syndicat sur chacune de ces catégories :

- i) des refus de tiers (particuliers ou copropriétés) de voir le réseau FttH les desservir ;
 - ces exceptions devront vraisemblablement être requestionnées au moment de l'extinction du cuivre. Par exemple, le Syndicat signe des conventions immeubles depuis 2015. 10 ans pourront s'être écoulés depuis un refus dans un contexte beaucoup plus balbutiant. Un mécanisme de ré-interrogation des propriétaires non-conventionnés devra certainement être introduit dans l'année précédant l'extinction.

- ii) des cas de locaux ne disposant plus depuis un temps conséquent d'accès cuivre support d'un quelconque service ;
 - Cela suppose pour l'OI fibre de disposer de l'historique des accès cuivre. Le Syndicat n'en a jamais eu transmission. A priori, ces locaux ne pourront être écartés qu'après consultation attestée de leur propriétaire. Ce cas ne semble pas devoir justifier *a priori* une exonération de fibrage.
- iii) des locaux particulièrement isolés pouvant être considérés comme constitutifs de situations exceptionnelles ;
 - encore faut-il que ces locaux particulièrement isolés ne soient pas raccordés en cuivre, ce qui doit être une condition suspensive. Ces « situations exceptionnelles » doivent être particulièrement limitées en volume. Elles se comptent au grand maximum en centaines dans un département et plutôt en dizaines et sont « très » ou « vraiment » exceptionnelles.
- iv) des sites ne s'apparentant ni à des logements, ni à des locaux à vocation professionnelle dont le raccordement FttH ne rentrerait pas strictement dans les obligations de déploiement pesant sur les opérateurs d'infrastructures et dont l'accès aux services de communications électroniques pourrait le cas échéant être supportée par d'autres technologies que le FttH.
 - Il manque des exemples sur ce à quoi l'Autorité fait référence (éléments de réseau tels que stations de pompage d'eau potable, radar automatique ?...) . Là encore, une consultation attestée des propriétaires / gestionnaires de ces éléments s'impose.

Il va sans dire que ces quelques dizaines ou centaines de dérogations par département à dûment justifier et provisoires ne signifieraient pas l'OI ne devrait pas les rendre éligibles dès expression de la demande sauf « situations très exceptionnelles ».

D'autre part, la collectivité publique détentrice de la compétence L1425-1 au niveau départemental (ou éventuellement L1425-2) dans les RIP, ou les instances de concertation dans les zones conventionnées, doit être installée comme instance de contrôle et de recours pour réexamen de ces dérogations. Il paraît souhaitable au Syndicat que ce genre de processus intervienne au niveau local. Il semble illusoire de vouloir définir un cadre d'application unique au niveau national. Dans les zones AMII, la collectivité doit être dotée de moyens coercitifs vis-à-vis de l'Opérateur privé investisseur qui doit faire suite à des demandes d'accès raisonnables (donc par exemple là où il y a eu un accès filaire cuivre).

Par ailleurs, *supra*, le Syndicat a déjà fait connaître sa position sur l'inanité de cette catégorie du « raccordable sur demande » (sous-entendu « suite à demande d'un OC »). Si « demande » il y a, il doit s'agir d'un process adapté du propriétaire directement vers l'OI.

Question B.2.2.

Compte-tenu du mode STOC et de la médiocrité / vacuité des rapports d'échecs, à l'exception de certains « DOSTEC » conçus pour mobiliser Orange infra (attention : les CRI photographiques ne permettent en aucun cas de faire ce genre de diagnostic), l'OI n'est pas en capacité de faire le tri entre un échec justifiable ou non. Il faut également avoir à l'esprit que les OCEN préfèrent souvent annuler les commandes clients après quelques tentatives plutôt que de s'attaquer à l'incompétence ou l'absence de moyens de leurs sous-traitants.

Le dernier recours à une technologie alternative ne pourrait intervenir que suite à un constat partagé entre l'OI, la collectivité garante du SDDAN et le propriétaire si l'échec lui est en tout ou partie imputable.

Question B.2.3.

Mettant de côté d'éventuels problème de construction, la « qualité de l'exploitation » par les OI dépend pour la plus grande part du rôle beaucoup trop restreint et déséquilibré qui leur est attribué face aux OC.

De plus, le Syndicat renvoie donc aux nombreux freins, points de blocage, zones d'incertitude, détaillés en préambule de cette contribution, qui permettrait de fermer les réseaux cuivre sans craindre que les réseaux FTTH peinent à rendre les mêmes services.

Pour mémoire :

- Réduction drastique du périmètre du mode STOC
- Maintenance en mode OI
- Clarification des « raccordables à la demande » avec un process particulier > OI sans intervention d'un OC
- Mode OI pour tous les raccordements un peu complexes
- Financement adapté pour les raccordements les plus coûteux
- Etablissement d'un service universel sur la fibre avec un financement adapté
- Mécanisme de péréquation entre réseaux pour compenser les différences de coût d'exploitation
- Sécurisation des plans d'affaire de long terme en lien avec les IRU de cofinancement
- Gestion du GC Orange utilisé par les réseaux fibre
- Clarification du statut des gaines d'adduction individuelles en domaine public
- Toilettage des codes (CPCE, urbanisme, construction) concernant les viabilités télécoms

Question B.2.5.

C'est le maillon le plus simple en termes de communication, mais cela implique un respect strict au niveau technique par Orange, en maintenant le cas échéant quelques lignes à dizaines de lignes actives quand celles-ci sont rattachées au SR/NRA d'une commune voisine « éteinte ». Il s'agit en tout cas d'une maille très pertinente du point de vue des collectivités locales. Toute dérogation sera très difficile à gérer et à suivre.

Question B.2.6.

La fermeture à l'adresse est une disposition soutenue dans la mesure où elle est faite avec transparence et information préalable de la collectivité territorialement concernée et de la collectivité porteuse du RIP

Question B.2.7.

Le Syndicat est extrêmement favorable à cette proposition. Un seuil de taux de commercialisation fibre peut éventuellement être proposé (50 % ?).

A défaut, le plus vraisemblable est que le Syndicat n'attende pas Orange pour arrêter de payer la maintenance de ces équipements coûteux et dépassés. C'est déjà le cas à notre connaissance pour certains NRA-ZO financés par des EPCI et qui ne desservent plus que quelques accès DSL, par ailleurs le plus souvent sans aucune concurrence sur le marché de détail.

Question B.2.9.

Le Syndicat est étroitement associé à son Délégitaire sur cette problématique puisqu'il a conservé la maîtrise d'ouvrage publique de toute la partie extension / désaturation de réseau. D'autre part, il est sollicité par les EPCI dans le cas des NRA-ZO.

En l'état, en fonction des informations auxquels il a accès, le Syndicat n'est pas en capacité de déterminer si les locaux non-raccordés à la fibre le sont au cuivre (ou si certains immeubles disposant d'au moins une connexion fibre, ne comprennent pas encore des liaisons cuivre, soit qu'il y ait plusieurs logements, soit que l'occupant ait préféré avoir 2 accès sur deux technologies – ce que l'on peut conseiller aux entreprises par exemple).

Pour agir efficacement, le Syndicat souhaite avoir accès au relevé à l'adresse des connexions cuivre passées et actuelles. Ces données étant bien sûr transmise sous le sceau de la confidentialité.

Questions B.2.10.

Comme explicité à la question précédente, dans le cas spécifique du Doubs, le Syndicat devra être impliqué au même niveau que son délégataire - exploitant dans le processus d'extinction.

Le Syndicat est donc en attente d'une gouvernance locale du processus qui s'adapte aux particularités locales, et notamment à l'implication plus ou moins importante des collectivités délégantes ou conventionnées (zone AMII / zone AMEL) dans la gestion des réseaux fibre.

Question B.2.12.

Bien que non directement concerné, il paraît assez curieux au Syndicat qu'Orange, étant l'initiateur de l'extinction de son réseau cuivre devenu obsolète, fasse payer des frais de résiliation à ses Usagers (opérateurs souscrivant des produits DSL).

Ou alors ces sommes doivent être sanctuarisées et leur utilisation fléchée vers des actions en lien direct avec la bascule sur le cuivre (financement des raccordements coûteux ?).

Question C.1.

Comme évoqué supra, les besoins des entreprises sont très diversifiés et évoluent très rapidement. Il faut donc garantir un maximum de diversité des offreurs et d'évolutivité des offres sur ce segment de marché comme sur les autres.

Question C.3.1.

Le Syndicat se bat pour convaincre les entreprises de prendre des offres avec QoS réelle (c'est-à-dire contractualisées sur l'ensemble de la ligne avec l'OI et avec une option GTR), cette conviction étant parasitée par les offres marketées à tort « pro » incluant un back up 4G/5G (ou autre technologie) ou une « garantie d'intervention » sans conséquence (parfois même restreinte à la seule box) qui ne dit rien du rétablissement d'une ligne FTTH mutualisée flaguée GP par l'OI.

Le principal obstacle est le prix élevé de ces solutions. Mais peut-être faut-il le voir à l'inverse : le prix final des abonnements GP commercialisés par les FAI est dangereusement bas par rapport aux coûts d'investissements et d'exploitation des réseaux – investissement/exploitation réalisés de plus en plus, assez logiquement, en mode low-cost. Le marché de détail tiré vers le bas conduit à sacrifier des paramètres essentiels au sein de la filière des raccordements et du SAV, notamment la formation initiale des intervenants sous-traitants.

Bien que cela ne soit pas très politiquement correct, il ne paraîtrait donc pas aberrant au Syndicat que les lignes tarifaires de l'ARCEP soient nettement réhaussées, notamment sur les récurrents de maintenance, pour améliorer les capacités d'exploitation des OI, et que l'écart entre les abonnements GP et ceux professionnels se réduisent par l'augmentation des tarifs GP plutôt que par la baisse des tarifs pro. Ces questions renvoient aussi à la valeur de ces réseaux THD et à l'utilisation sans contrepartie de prix par des fournisseurs de service « over the top ».

Question C.6.1.

D'une façon générale, le Syndicat a du mal à concevoir qu'un OI soit réellement capable d'une GTR aussi courte que 4h sur un réseau mutualisé « cogéré » en mode STOC, avec des contraintes de distance-temps importantes dans un territoire rural comme celui du Doubs.

Question D.1.1.

Le constat général est que le GC BLO n'est pas très adapté pour gérer des dossiers unitaires, notamment dans le cadre de raccordements et pour les questions de maintenance. Ce qui est possible de supporter en termes de délai pendant le déploiement ne l'est pas sur des cas de dommages sur des installations dont dépendent des clients actifs.

Ainsi le Syndicat et son OI n'ont jamais pu obtenir d'être prévenu quand Orange intervient sur des infrastructures hébergeant la fibre. Nous sommes donc des locataires sans droits. Quand un poteau est cassé/changé, l'information vient exclusivement du Maire ou du passage répété des mainteneurs de l'OI.

Le débat sur la gestion des DT/DICT où Orange estime ne pas avoir à répondre pour ses occupants est un autre exemple illustrant cette conception particulière de locataires à titre lucratif mais inexistant dans la gestion opérationnelle quotidienne.

Que dire également de la présentation inepte des facturations qui laisse dans une incompréhension absolue le locataire, incapable d'effectuer des rapprochements certains entre des commandes d'accès et les coûts de location. Le Syndicat dénonce vigoureusement cette situation totalement anormale, qui pose ensuite des problèmes dans le cadre de la DSP où certains coûts doivent être répartis entre le Délégué et l'exploitant selon que les installations sont prises en affermage ou non – puisqu'Orange n'autorise qu'un seul détenteur du contrat GC BLO sur un territoire donné.

Le cas des adductions individuelles ou autres infrastructures « reniées » par Orange (voir en préambule) est un autre problème émergent qui rend ingérable certains raccordements et les réparations en cas de dommages. Le pouvoir de décider unilatéralement et sans aucune justification d'Orange ne laisse pas de surprendre et de mécontenter les collectivités, comme les habitants concernés.

Cela rejoint plus généralement la question posée en préambule du devenir des infrastructures de desserte cuivre d'Orange dès lors qu'Orange n'a plus de réseau significatif dedans.

Le Syndicat rejoint enfin des points très opérationnels relevés par l'AVICCA :

- processus de désaturation des fourreaux : tellement peu opérationnel que le Syndicat ne l'utilise pas.
- rehausses de chambres : sous trottoir, toujours laborieux, avec des pénalités de retard ridicules (0,43 €/jour) et un remboursement bien inférieur au coût réel ; chambre sous chaussée, encore impérativement réalisée par Orange, aucune date pour la possibilité d'intervenir en autonomie. Nous avons en cas de chambre inaccessible avec un PBO à l'intérieur en suspens depuis 2018.
- Cette possibilité d'intervenir en autonomie se fait de plus en plus ressentir sur les installations en exploitation, d'autant qu'à l'inverse, comme vu plus haut, Orange ne prévient jamais les occupants de son GC quand il intervient dessus. Cela concerne en particulier le problème des poteaux. Pour mémoire, le Syndicat en a changé lui-même environ 1 sur 5 au moment du déploiement (et s'est fait rembourser le tiers du coût réel de cette opération). Il est nécessaire que l'exploitant fibre puisse continuer à réaliser en autonomie ces opérations dans le cas où des clients ont souscrit une GTR. Impossible sinon de la garantir quand le gestionnaire met 30 ou 40 jours à se préoccuper de ses infrastructures.

Question D.1.2.

La fiabilité très relative de la documentation est à mettre en relation avec la demande de gérer les DT-DICT évoqué *supra*. Cela est significatif d'infrastructures gérées « à l'ancienne » et qui ne répondent plus aux standards actuels. Or l'intérêt pour l'opérateur historique de se saisir de ces questions de systèmes d'information paraît moindre à l'heure de l'extinction du cuivre.

D'où la question récurrente du devenir du GC Orange après dépôt du réseau cuivre, dont dépendent par ailleurs très directement les réseaux fibre...

Question D.1.4.

Voir réponse au D.1.1

Question D.1.5.

Voir réponse au D.1.1

Question D.1.6.

Voir réponse au D.1.1

Question D.1.7.

Partant du fait que la qualité des services sur réseaux fibre est très largement dépendante de l'entretien des infrastructures d'accueil, l'Autorité doit faire en sorte que ces dernières soient correctement entretenues.

Il paraît inévitable au Syndicat, au moins dans le cas des RIP, que ces infrastructures soient *in fine* gérées par un opérateur public ou parapublic neutre, avec des obligations de résultat fortes, car ce GC massif et ancien, nécessitant dès à présent des réinvestissements constants, sera essentiellement un poste de coût pour un opérateur purement privé. Cela pourrait être la collectivité départementale et/ou son OI délégataire quand ils existent mais se reposerait alors inévitablement la question de la péréquation nationale et/ou de la répercussion de ce coût en termes réels aux usagers du réseau.

Questions D.1.10.

Le Syndicat estime que cette évolution ne doit pas être appliquée avant la fin des déploiements fibre pour éviter un transfert prématuré de coût vers des réseaux encore en construction.

Question D.1.12.

Le calcul de la tarification à la ligne, s'il a le mérite de la simplicité, n'est pas sans créer des distorsions de plus en plus conséquentes avec la réalité, amenant en pratique les contributeurs à payer du GC qui n'existe pas.

A minima, considérant qu'Orange ne réalise désormais plus de GC pour les nouvelles constructions et ne prend plus en charge la réparation des adductions individuelles non référencées dans les PIT (ce qui était le cas dans les premières années), le nombre de lignes facturées ne doit plus pouvoir évoluer dans une zone déjà fibrée et un abattement à déterminer (10 % ? 20 % ?) doit être appliqué sur le tarif actuel à la ligne.